



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

N° 2010.118

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

VU le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-139 du 30 novembre 2007 autorisant la société PIMEST ANTICORROSION à exploiter une unité de revêtement par peinture et une installation de métallisation de tôles et profilés métalliques sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 28 septembre 2009 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 4 mai 2010 ;

CONSIDERANT la pollution des sols du site de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE constatée par l'inspection des installations classées le 5 février 2008 ;

CONSIDERANT les lacunes relevées sur le site de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE par l'inspection des installations classées lors de la visite de contrôle réalisée le 17 septembre 2009 ;

CONSIDERANT que la société PIMEST ANTICORROSION n'a pas respecté le planning de réalisation des travaux de mise en conformité adressé à l'inspection des installations classées le 23 octobre 2009 ;

CONSIDERANT les observations faites sur ledit site par l'inspection des installations classées lors d'une visite de contrôle en date du 29 avril 2010 ;

CONSIDERANT que ces faits constituent des manquements aux dispositions fixées par les articles 3.2.2.1, 3.2.2.4 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2007 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

La société PIMEST ANTICORROSION, située sur le Pôle Européen de Développement à LONGLAVILLE, est mise en demeure de respecter, **dans les délais fixés par le présent arrêté et à compter de sa date de notification**, les obligations suivantes :

- **sous un mois**, transmission à l'inspection des installations classées du bilan des émissions de COV (composés organiques volatils) pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2009 conformément à l'article 3.2.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2007 ;
- **sous trois mois**, évacuation de tous les déchets entreposés sans précaution, contrairement aux exigences fixées à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2007, à l'arrière des bâtiments du site et justifier de leur élimination dans une installation dûment autorisée à les recevoir ;
- **sous trois mois**, nettoyage de la zone polluée par une fuite d'hydrocarbures du compresseur thermique (extraction et élimination des terres souillées constituant des déchets conformément à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2007) ;
- **sous quatre mois**, établissement par une société d'ingénierie compétente d'une étude de faisabilité technico-économique de la mise en place d'un système de captation et d'un dispositif d'épuration des émissions atmosphériques issues de la halle de peinture, comme l'impose l'article 3.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2007, et fourniture au Préfet de Meurthe-et-Moselle et à l'inspection des installations classées du rapport de cette étude, accompagné d'un planning de réalisation des travaux de mise en conformité.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions imposées dans les délais impartis, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues respectivement aux articles L. 514-1 et L. 514-11 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

Article 4 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le gérant de la société PIMEST ANTICORROSION

et dont une copie sera adressée à M. le Maire de LONGLAVILLE

NANCY, le **28 MAI 2010**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Ayant délégué,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE